

France : du choc démographique au choc des civilisations (1/2) ?

Article rédigé par , le 22 août 2016

[Source : Nouvelles de France]

Le Général Charles de Gaulle définissait la France de la manière suivante : « c'est très bien qu'il y ait des Français jaunes, des Français noirs, des Français bruns. Ils montrent que la France est ouverte à toutes les races et qu'elle a une vocation universelle. Mais à condition qu'ils restent une petite minorité. Sinon, la France ne serait plus la France. Nous sommes quand même avant tout un peuple européen de race blanche, de culture grecque et latine et de religion chrétienne ». Or l'identité de la France qui reposait sur un soubassement blanc, gréco-latin et chrétien est en train de disparaître au profit d'une population toujours plus africanisée.

Si les statistiques raciales sont interdites en France, il est néanmoins possible de contourner cette interdiction afin de se faire une idée de la réalité de notre pays. L'association française pour le dépistage et la prévention des handicaps de l'enfant (AFDPHE) évalue chaque année le taux de dépistage de la drépanocytose. Cette dernière est une maladie héréditaire de l'hémoglobine très fréquente chez les personnes de couleur. Les blancs, n'étant pas concernés, ne sont pas soumis au test. Or le taux de dépistage était selon l'association de 20% en France métropolitaine au début des années 2000, de 35% en 2012, et si la tendance continue, elle sera de 50% en 2025, ce qui signifie qu'un enfant sur deux nés dans l'hexagone sera d'origine ethnique extra-européenne.

A l'aune de ces données, l'économiste Gérard Pince estime que la France sera composée, vers 2080, de 50 millions d'allogènes et de 46 millions d'autochtones. Cependant, cette transformation de la population pourrait s'opérer bien plus tôt du fait de l'accroissement significatif des flux migratoires concomitants à la déflagration libyenne et moyen-orientale et de l'émigration des autochtones chiffrée à environ 100 000 départs définitifs annuels, dont à peu près 80 000 composés de jeunes surdiplômés. Que nous nous réjouissons ou non de ce changement, celui-ci comporte néanmoins deux problèmes, l'un économique, l'autre de civilisation.

Concernant l'économie : le rapport de l'Insee de 2011 note que 6 personnes extra-européennes sur 10 en âge de travailler sont sans emploi, alors que seulement 10% des autochtones et 9% des étrangers de l'union européenne sont frappés par le chômage. Avec l'intensification des flux migratoires et l'accroissement des naissances extra-européennes, il est probable que la situation du marché du travail empire.

De plus, à côté du chômage, il est possible que le développement économique de la France s'érode. La revue britannique Intelligence a publié récemment une étude sur le Quotient intellectuel moyen (QI) de la population française. Celui-ci aurait baissé de 4 points en 10 ans, passant de 98 à 94. Cette baisse de l'intelligence a selon l'étude deux raisons : la première est le mode de vie cotonneux des autochtones qui, de génération en génération, provoquerait une régression de leur QI moyen ; la seconde pointe l'apport massif de populations venues d'Afrique et d'Asie du Sud dont le QI moyen est moins élevé que celui des Européens. Or l'altération du QI moyen d'une population ternit la qualité du développement économique d'une nation. En effet, le développement est soutenu par les ingénieurs, chercheurs et cadres issus exclusivement de la petite minorité des QI les plus élevés. A partir du moment où le QI moyen d'une population s'affaisse, la petite minorité des QI les plus hauts se rétracte elle aussi, ne permettant plus de fournir suffisamment d'élites capables de soutenir l'artificialisation des sociétés développées.

Concernant le problème de civilisation : le directeur de la DGSI, Patrick Calvar, déclara lors de sa dernière audition devant la commission de défense de l'Assemblée nationale que la société française était au bord de la guerre civile du fait d'une communautarisation extrême des différentes entités ethnoculturelles. Au sujet de la minorité musulmane, évaluée à environ 8 millions d'individus majoritairement d'origine maghrébine, subsaharienne et dans une moindre mesure moyen-orientale, la masse de données recueillies en matière de lutte anti-terroriste (contenu des téléphones, ordinateurs, écoutes, etc.) trahit une radicalisation inquiétante. Si Calvar ne donne pas d'appréciation chiffrée, certains instituts de sondages proposent des pourcentages préoccupants. Ainsi, selon un sondage de 2008 intitulé Islam et Citoyenneté réalisé par CSA pour le Monde des Religions, 54% des musulmans de France se prononcent pour l'application totale ou partielle de la charia, 70% sont pour le port du voile, 78% pour le financement public des mosquées, 22% pour la

polygamie et 17% contre la laïcité. À côté de cette étude, l'enquête réalisée par le Berlin social science center conclut que 73% des musulmans français jugent que les préceptes de leur religion sont plus importants que la loi républicaine. De son côté, le Pew Research Center indiquait qu'en 2007, 35 % des musulmans français adhéraient à l'Islam radical et que ce chiffre montait à 42 % chez les moins de 30 ans. Il est hautement probable que l'accroissement numérique de la population musulmane s'accompagne d'un accroissement de sa frange la plus dure.

Cette radicalisation musulmane résulte en partie de la situation spécifique de notre pays et de son Histoire. Le journaliste Alexandre Mendel, auteur du fameux essai *La France Djihadiste*, dénonce, par exemple, le discours victimaire prôné depuis des décennies par les médias et les élites qui a nourri un esprit de revanche de la part des minorités ; de son côté l'universitaire Andrew Hussey décrit dans son *Insurrection en France* la permanence d'une longue guerre ethnoculturelle prenant racine dans la colonisation du Maghreb et se pratiquant actuellement au travers d'une colonisation à rebours étendant toujours plus ses zones de non-droit.

Néanmoins réduire les causes de l'extrémisme islamique au mal français est erroné car ce durcissement s'inscrit plus largement dans une montée en puissance globale de l'islam radical. Selon Aymeric Chauprade, ancien professeur de géopolitique à l'Ecole de Guerre puis député du FN au parlement européen cherchant désormais à se rapprocher des Républicains, les services secrets français estiment qu'entre 15% à 25% des Musulmans du monde sont séduits par l'islam radical, soit sur 1,6 milliard de mahométans, 200 à 400 millions, donc plus ou moins la population totale des États-Unis d'Amérique...

Quelques exemples épars de cette montée radicale : selon le site Intelligence Online le General Intelligence Directorate (GID), le puissant service secret jordanien, est en train de préparer une attaque de vaste ampleur sur son territoire afin d'anéantir des cellules jugées pro-Daesh. En effet, Daesh ayant perdu 40% de son étendue syro-irakienne à cause des frappes de la coalition est en train d'engager une procédure de déterritorialisation de son organisation afin de disséminer dans le Caucase, en Europe et au Proche-Orient des cellules terroristes. La Jordanie est concernée au premier chef par cette menace du fait qu'elle partage avec l'Irak une vaste frontière traversée par des tribus arabo-sunnites ayant pied sur les deux territoires et au travers desquelles Daesh peut s'implanter dans le royaume hachémite. Or cette menace est d'autant plus pesante qu'une partie significative de la jeunesse jordanienne adhère à l'État islamique. Autre exemple en Égypte : est apparue dans la péninsule du Sinaï une organisation islamiste du nom d'Ansar Beit al-Maqdes, ralliée à l'État islamique. Le fameux service de renseignement intérieur égyptien Moukhabarat a mené dernièrement une vaste campagne pour recruter 300 indicateurs copieusement rémunérés au sein des tribus locales, mais selon le site Intelligence Online seulement une petite quinzaine de personnes a décidé de coopérer avec les autorités, prouvant malgré elles l'acquiescement des populations à l'islam radical et obligeant le gouvernement égyptien à passer d'une lutte anti-terroriste à une contre-guérilla dans la région. De son côté, l'africaniste Bernard Lugan, professeur à Saint Cyr Coëtquidan, observe une conversion spectaculaire et massive à l'islam radical venant du Golfe de la part des jeunes générations de l'arc saharo-sahélien, délaissant l'islam africain de leurs aïeux modéré par des traditions animistes.

En réplique à cette intolérance, les autochtones français s'endurcissent à leur tour : 74% considèrent qu'il y a trop d'immigrés en France et 76% jugent que l'islam y progresse trop. Or, l'institut de sondage IFOP souligne un phénomène nouveau depuis les attentats du 13 novembre 2015 : 39% des Français ne condamneraient pas la dégradation ou l'attaque d'un lieu de culte musulman en représailles à un nouvel attentat et 10% approuveraient ces actions, soit environ 6 millions de personnes... Ce phénomène se vérifie partout en Europe et c'est pour cette raison que le directeur de la DGSI a souligné que dans tous les services de renseignements européens, une partie des effectifs dédiés au contreterrorisme a désormais pour tâche d'appréhender une probable formation de structures « d'ultra-droite » souhaitant en découdre.

À mon sens, pour éviter un dérapage dans la guerre civile, trois actions fondamentales doivent être mises en place par le pouvoir politique : 1) l'élimination *in situ* des potentiels terroristes, 2) l'arrêt des flux migratoires et l'enclenchement de reflux des extra-Européens ne souhaitant ou ne pouvant s'assimiler, 3) une diplomatie faisant pression sur les États africains afin que ceux-ci procèdent à une régulation des naissances pour freiner une démographie suicidaire, terreau de paupérisation, de radicalisation islamique et de pression migratoire vers l'hémisphère nord.

Jean Dutruel

A suivre...